

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 645 - 5 septembre 1996 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

Page 2

- **La fête de l'Huma**

- **La Fédération du Parti Communiste précise ses objectifs de rentrée**

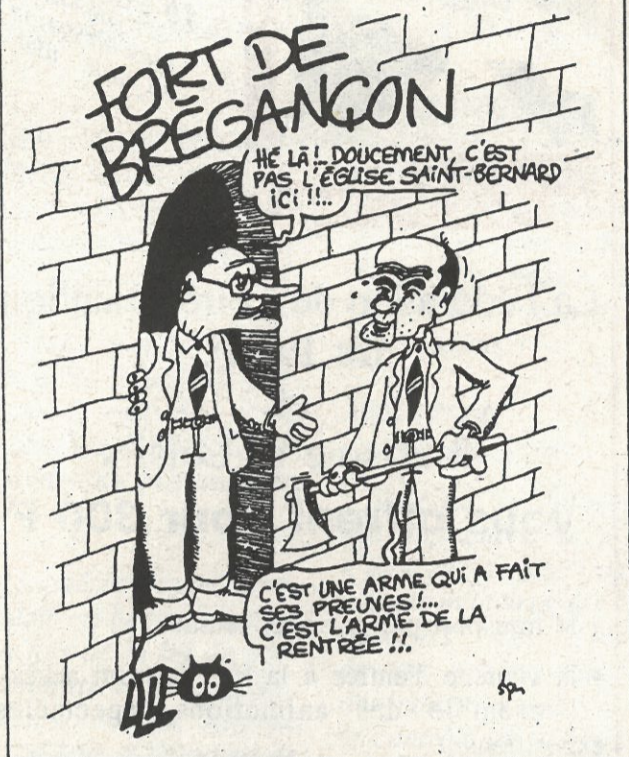
Page 3

- **L'INDRET : la défense Nationale et l'Emploi**

Page 4

- **Exigeons les moyens nécessaires pour l'école.**

La minde de Slim



L'urgence d'être à l'initiative

Protestataires, constructifs, rassembleurs, les communistes sont bien décidés, à prendre leurs responsabilités pour que les salariés, les citoyens puissent résister aux agressions contre le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions d'existence, afin d'arracher à ce gouvernement ce qui peut l'être. Pour construire dès maintenant, avec tous ceux qui pensent que « ça ne peut plus durer », les orientations neuves d'une autre politique.

Édito par Yann Vince

● **Intolérable** : c'est bien par ce qualificatif que l'on doit définir la véritable agression que subissent en cette rentrée des millions de gens, de salariés. Dans l'affaire des sans papiers comme dans la réaffirmation de sa politique depuis Bregançon, Chirac agit avec violence, brutalité.

Les coups pleuvent et la situation s'aggrave : le chômage atteint désormais 12,5 % de la population active. C'est intolérable. Les plans de licenciements s'accumulent. 530 suppressions de postes à l'arsenal d'Indret sont annoncés au début de l'été. Les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés, les services publics, notre système de santé, s'accroissent. C'est intolérable.

La décision de réduire de 500 F la prime de rentrée scolaire, l'annonce d'une économie de 13 à 14 milliards de francs sur le budget du logement dont 1 milliard sur l'APL, la suppression de 8 à 9 000 postes dans la Fonction Publique dont 2 500 dans la seule Education Nationale, la poursuite des privatisations, toutes ces annonces

récentes aggravent encore la situation. C'est intolérable.

Riposter à l'intolérable



Pour les communistes qui préparent leur 29^e Congrès, cela renforce leur détermination à être présents et actifs sur

le terrain politique pour alder à la riposte aux mauvais coups, pour montrer que les choix du pouvoir procèdent d'une logique, celle de la soumission aux marchés financiers, à Maastricht, et à un prix qui implique baisse du pouvoir d'achat pour les salariés, aggravation du chômage et récession.

Cela renforce aussi l'exigence d'alimenter par des propositions novatrices la réflexion des citoyens pour la définition d'autres choix et construire dès maintenant l'alternative politique dont les français ont besoin, sans attendre 1998. Parce qu'il y a urgence - urgence absolue - à ce que la riposte soit au niveau de l'agression, les communistes entendent agir là où ils sont, les entreprises, les quartiers, les localités, être à l'initiative : ainsi en faisant signer la pétition pour refuser que la prime de rentrée scolaire soit amputée d'un tiers, en rassemblant contre les surloyers, contre la dégradation de la vie dans les quartiers populaires pour exiger des moyens pour y vivre en sécurité...

La Fête de l'Humanité les 13, 14 et 15 septembre sera un formidable moment pour donner de l'écho à la riposte et rassembler pour d'autres choix.

INDRET : LA DÉFENSE NATIONALE ET L'EMPLOI

Fin juin le ministre de la Défense annonçait la décision du gouvernement concernant la Direction de la construction navale de supprimer 7 000 postes dont 530 à l'arsenal d'Indret. Présenté sous l'appellation « plan d'avenir » ou « plan de rénovation » le plan gouvernemental cachait mal la réalité du torpillage projeté et dénoncé par les organisations syndicales de la D.C.N. Plusieurs manifestations des salariés soutenus par les élus locaux devaient attirer l'attention des populations directement touchées par ces menaces sur l'emploi.

Dès le 27 juin la Fédération du P.C.F. a fait connaître son soutien aux salariés opposés au plan gouvernemental estimant que celui-ci tournait le dos aux intérêts nationaux et à une réelle politique de l'emploi et préconisant une autre politique privilégiant la défense des sites industriels et des statuts des personnels et par conséquent la défense de la souveraineté nationale.

Le 9 juillet, la Fédération du P.C.F. tenait une conférence de presse au cours de laquelle Michel Rica, Jean-René Teillant, Yann Vince, Claude Constant et Gilles Le Drou (secrétaire de la cellule de l'arsenal), présentaient par le détail l'analyse et les propositions concrètes des communistes.

« La décision gouvernementale est la conséquence à la fois de la loi de programmation militaire, d'une volonté de défense européenne et du retour de la France dans l'OTAN. La défense nationale, l'industrie d'armement, leur devenir nécessitent un grand débat national dans la plus grande transparence... Expriment leur opposition radicale à l'option gouvernementale menaçant directement l'industrie nationale d'armement, l'aéronautique et le spatial civils, les responsables fédéraux montraient que ce n'est pas au nom du désarmement que Jacques Chirac restructure

mais bien dans le but de permettre la constitution de grands groupes européens tels que le traité de Maastricht l'a prévu avec l'Agence européenne d'armements ».

Préserver et reconvertir

Telle est la philosophie des propositions du P.C.F. : « tant que persisteront les besoins militaires, les équipements des armées devront être produits par des industries placées sous le contrôle de la Nation : les armes ne doivent pas être considérées comme des « marchandises »...

Plusieurs propositions

Rendre aux arsenaux et industries d'Etat les productions dont ils sont aujourd'hui dépossédés ; créer les conditions d'une diversification maîtrisée des secteurs industriels concernés ; procéder à tous les investissements nécessaires pour sauvegar-

der les savoir-faire, les compétences, les outils de production, les atouts de la recherche afin de les mettre au service du développement industriel et des besoins de coopération : « avec les salariés et les populations concernées, nous nous opposerons (...) à toute suppression d'emplois et fermeture de site ».

Les communistes se prononcent pour l'embauche définitive de salariés sous contrats précaires, pour la réduction à 35 heures de la

durée hebdomadaire du temps de travail sans perte de salaire, pour la création comme le revendiquent les organisations syndicales de 11 500 emplois dans les Etablissements d'Etat et les arsenaux. « Dans cet esprit il faut réintégrer GIAT Industrie au sein du Ministère de la Défense ». La fédération du P.C.F. propose la constitution d'un grand pôle public de l'aéronautique et de l'espace, la mise au point d'un « plan de transition » permettant de préserver l'emploi, maintenir le

potentiel (y compris budgétaire) nécessaire à la défense du pays en engageant une politique audacieuse de désarmement, dissoudre l'OTAN, s'opposer à la militarisation de l'Union européenne, permettre à la D.C.N. de répondre aux besoins de renouvellement des navires militaires. Le P.C.F. dénonce les objectifs assignés à la D.C.N. de réduire de 20 % les effectifs et d'augmenter de 30 % la productivité considérant que cela entre « dans une logique de privatisation ».

Sur l'ensemble de ces questions les responsables fédéraux appelaient alors les forces de gauche et de progrès à unir leurs efforts pour mettre sur pied une alternative crédible, concluant sur 7 exigences immédiates :

- 1 - suspension immédiate de tous licenciements et suppressions d'emplois.
- 2 - maintien du statut d'Etat et de l'unicité de la DCN
- 3 - assurer à la DCN un plan de charge permettant le maintien de l'activité et de répondre aux besoins de modernisation de la flotte militaire.
- 4 - mise sur pied d'un plan industriel pour la DCN
- 5 - la remise en cause de l'actuelle loi de programmation militaire (votée en son temps par tous du PS au FN et la droite, sauf le PCF)
- 6 - retrait du plan MILLON
- 7 - instaurer un moratoire sur l'emploi.

PRIME QUALITÉ AUTOMOBILE Le 30 Septembre, c'est fini ! Profitez des offres exceptionnelles Renault

TWINGO
ECONOMIE DE
14 400 F

À PARTIR DE

44 900 F*

*TWINGO, A.M. 97 (prix au 3/06/96 : 59 300 F) déduction faite de l'offre Renault de 9 400 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 5 000 F.



NOUVELLE CLIO
15 000 F
D'ECONOMIE

À PARTIR DE

47 600 F*

*CLIO RL 1.2, 3 P. A.M. 97 (prix au 3/06/96 : 62 600 F) déduction faite de l'offre Renault de 10 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 5 000 F.

SUCCURSALE RENAULT NANTES

ROUTE DE VANNES
ST-HERBLAIN
40 67 27 27

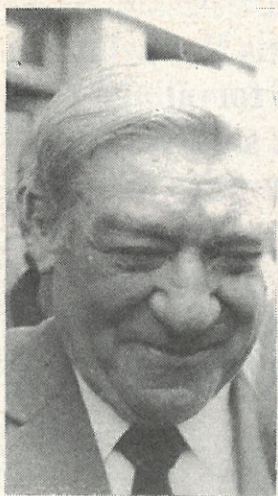


RENAULT

ROUTE DE PARIS
CARQUEFOU
51 85 26 26

Nécrologie

Au revoir Maurice



Maurice GARANT vient de nous quitter.

Entré au Chemin de Fer en 1936, il fut un résistant de la 1^{re} heure au dépôt SNCF de NANTES BLOTTE-REAU.

Au péril de sa vie Maurice a participé

activement à la libération du pays.

Elu Secrétaire Général du Syndicat CGT des Cheminots de Nantes en 1944 et Secrétaire de l'U.D. et de la Fédération CGT des Cheminots, il devient Conseiller Municipal Communiste à NANTES en 1945 jusqu'en 1954 où il fut chargé entre autres des questions sociales et de logement, responsabilité extrêmement importante à cette époque.

Dirigeant les grandes grèves des Cheminots de 1954, contre les décrets du Gouvernement Laniel qui remettaient en cause

les services publics et les statuts des Cheminots, il fut révoqué et obtint sa réintégration que 28 ans après.

Maurice, une personnalité très appréciée par sa sensibilité, sa gentillesse.

Ce tribun de l'humanisme laisse un vide dans la mémoire collective.

Nous adressons à sa famille, à ses proches, à ses camarades nos plus sincères condoléances.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français dès l'annonce de son deuil a tenu à saluer sa mémoire.

Notre ami et camarade Paul RICHARD, de la Cellule de Frigé-creme vient de nous quitter après une lon-

gue maladie. Par sa gentillesse et son dévouement, Paul laisse un souvenir impérissable dans nos

mémoires. Que ses proches, sa famille, Marianne reçoivent nos plus sincères condoléances.

Pierrick BALLON, ancien secrétaire général du Syndicat CGT EDF, adhérent à la cellule EDF de NANTES nous a brutalement quittés en pleine force de l'âge, il y a quelques semaines.

Sa disparition si soudaine laisse un grand vide.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique s'associe au deuil qui frappe sa famille et ses proches.

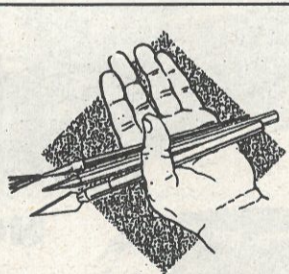
BMS BROKE
INFORMATIQUE OCCASION

7 rue de la Verrerie
(face Pont Anne de Bretagne)
NANTES

- 486 complet couleur 3 000 F TTC
- 386 complet couleur 1 000 F TTC
- Pentium complet à partir de 4 500 F TTC

MATÉRIEL GARANTI

40 69 81 60



CITY pub

Banderoles Cahicots etc...

13, RUE DU MARCHÉ COMMUN
44082 NANTES Cedex 03

40 49 20 81

Exigeons les moyens nécessaires pour l'école

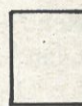


ce sont...
les effectifs par classe
les inégalités
les emplois précaires dans l'Education nationale
les heures supplémentaires
l'argent du surarmement nucléaire
qu'il faut réduire...
et non le personnel

le budget 1997 prévoit 5000 suppressions de postes en primaire et secondaire
il faut au contraire créer des milliers d'emplois dans l'Education nationale
LES ENFANTS, LES JEUNES, LE PAYS EN ONT BESOIN

nom et prénom:
signature:

Carte postale éditée à l'initiative du Parti communiste français



Monsieur Alain JUPPÉ
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

DU 12 AU 16 SEPTEMBRE
Voilà une raison de plus d'acheter une Renault

Pour l'achat d'une Renault neuve nous vous proposons de bénéficier de l'aide Renault pouvant aller jusqu'à 18 000 F selon les modèles signalés, cumulable avec la Prime Qualité Automobile de 5 000 F ou 7 000 F, si votre véhicule en bénéficie. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, surbordonnée à la reprise d'un véhicule de plus de 8 ans et valable du 12 au 16/09/96.

JUSQU'À 25 000 F D'ÉCONOMIE

Twingo, Clio, Mégane, Laguna, Safrane, Espace

RENAULT

PORTES OUVERTES

OUVERT DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



RENAULT